

**Point de presse du porte-parole -
Union européenne/Participation de
M. Matthias Fekl à la réunion
informelle des ministres chargés du
commerce - Zambie/Déplacement de
M. Jean-Marie Le Guen -
Afghanistan/Attaques terroristes à
Kaboul - Presse arabe/Disparition
du journaliste Soufian Ramahi -
Tchad - République démocratique
du Congo
(Paris, 02 mars 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Participation de M. Matthias Fekl à la réunion informelle des ministres chargés du commerce (La Valette, 2-3 mars 2017)

M. Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger, participe les 2 et 3 mars à La Valette à la réunion informelle des ministres du commerce extérieur de l'Union européenne.

Il rappellera la position française sur la modernisation des instruments de défense commerciale et la réforme de la méthode de calcul des droits antidumping ainsi que la mise en oeuvre d'un nouveau modèle de règlement des différends en matière d'investissements dans le cadre d'une cour multilatérale des investissements.

À cette occasion, les ministres auront également un échange sur les relations entre l'Union européenne et les États-Unis.

2 - Zambie - Déplacement de M. Jean-Marie Le Guen (2-3 mars 2017)

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé du développement et de la Francophonie, se rend en Zambie les 2 et 3 mars.

Il aura un entretien avec la vice-présidente de la République de Zambie, Mme Inonge Wina, et avec le ministre zambien des finances, M. Felix Mutati.

À cette occasion, M. Jean-Marie Le Guen rencontrera des responsables d'entreprises zambiennes, ainsi que la communauté d'affaires française.

3 - Afghanistan - Attaques terroristes à Kaboul (1er mars 2017)

La France condamne les attaques qui ont visé, le 1er mars, plusieurs bâtiments et infrastructures de la police et des forces de sécurité à Kaboul, entraînant plus d'une dizaine de morts et d'une centaine de blessés.

La France présente ses condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au gouvernement afghan.

Elle se tient aux côtés de l'Afghanistan dans la lutte contre le terrorisme.

4 - Presse arabe - Disparition du journaliste Soufian Ramahi (1er mars 2017)

C'est avec une grande tristesse et une profonde émotion que nous avons appris la disparition à Paris du journaliste palestinien Soufian Ramahi.

Ancien correspondant de l'agence de presse palestinienne Wafa, Soufian Ramahi était un interlocuteur bien connu du ministère des affaires étrangères et du développement international, où il était très apprécié pour son engagement professionnel et ses grandes qualités humaines.

Nous présentons nos condoléances à son épouse, à l'ensemble de sa famille et à ses proches et les assurons de toute notre sympathie dans cette épreuve.

5 - Tchad

Q - Selon l'organisation RSF, un journaliste a été enlevé au Tchad et deux autres sont sous les intimidations de l'agence nationale de sécurité. Quelle est votre réaction ?

R - La France réitère son attachement au respect des libertés fondamentales, dont la liberté de la presse.

Le travail des journalistes est essentiel à la démocratie. C'est la raison pour laquelle la France est pleinement engagée dans leur protection partout dans le monde.

6 - République démocratique du Congo

Q - Que pensez-vous du retard dans la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre en République démocratique du Congo ?

R - La France est préoccupée par les retards pris dans la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre. Dans sa déclaration du 1er janvier, M. Jean-Marc Ayrault avait appelé les parties à respecter leur parole. C'est le message qu'il a passé à tous les acteurs congolais qu'il a rencontrés.

La France souligne l'urgence de la nomination du Premier ministre issu du rassemblement de l'opposition qui doit diriger le gouvernement de la transition. Elle appelle à la mise en oeuvre des mesures de confiance et de détente, notamment la libération des prisonniers politiques, la fin du harcèlement judiciaire des opposants et la liberté des médias. La France réitère son plein soutien à l'action de la conférence épiscopale nationale du Congo.

Aucun prétexte de nature politique ou sécuritaire ne saurait justifier une remise en question de ce processus. Il en va de la stabilité de la RDC et de la légitimité des institutions.

La France s'inquiète également de la multiplication des foyers de violence sur le territoire de la RDC et rappelle les termes de la déclaration du conseil de sécurité des Nations unies le 24 février, adoptée à son initiative.

La responsabilité individuelle de ceux qui seraient responsables de graves violations des droits de l'Homme ou qui feraient obstacle à une sortie de crise pacifique et consensuelle pourra être engagée.

La situation en RDC fera l'objet de discussions entre ministres européens des affaires étrangères le 6 mars à Bruxelles.

Q - La société canadienne Banro annonce ce matin que plusieurs de ses employés ont été pris en otage dans l'est de la RDC, dont un Français. Est-ce que vous confirmez cette information ? Avez-vous des informations sur les auteurs de l'attaque ?

R - Nous confirmons la présence d'un ressortissant français parmi les personnes enlevées le 1er mars dans l'Est de la RDC.

Nous n'avons à ce stade aucune information concernant les auteurs de l'enlèvement. Nous sommes mobilisés, en lien avec les autorités congolaises pour faire toute la lumière sur ces faits et parvenir à la libération de notre compatriote./.